



N° 2

Octobre 2022

ACCENTS.

Bulletin d'information romand



Photo: pixabay.com

DEUX INITIATIVES POUR EN FINIR AVEC LA PÉNALISATION DU MARIAGE

PP

3001 Berne
Post CH AG

Le fait que les couples mariés doivent payer nettement plus d'impôts que les concubins est interdit par le Tribunal fédéral depuis 1984. Dans les faits, depuis cet arrêt du TF, les Cantons ont tous réagi et éliminé la discrimination fiscale des couples mariés. Mais ce n'est pas le cas de la Confédération. Aujourd'hui encore, environ 700'000 couples mariés à deux revenus ou couples de rentiers paient plus d'impôt fédéral direct que s'ils n'étaient pas mariés.

On parle de pénalisation du mariage lorsqu'un couple paie des impôts fédéraux supérieurs de plus de 10 % en raison de son état civil. Étant donné que, dans le cadre de l'impôt fédéral direct, les revenus des deux partenaires sont additionnés et ensuite imposés à un taux plus élevé que pour les personnes non mariées, la pénalisation du mariage est d'autant plus importante que les revenus des deux époux sont équilibrés et élevés. Les couples sans enfants qui gagnent deux salaires élevés sont particulièrement touchés et il n'est donc pas étonnant que de plus en plus de couples se demandent s'ils ont encore envie de se marier ou prennent peur lorsqu'ils reçoivent leur première facture d'impôts commune. Les couples à un revenu avec enfants ne sont pas concernés par la pénalisation du maria-

ge. Ils ont tendance à être mieux lotis que s'ils n'étaient pas mariés.

Jusqu'à présent, plusieurs tentatives de supprimer la pénalisation du mariage au niveau fédéral ont échoué, soit déjà au Parlement, soit devant le peuple, comme la dernière initiative du PDC en 2016. Celle-ci n'a toutefois échoué que de peu, avec une majorité de « non » de 50.8 % et, de plus, la votation a été invalidée a posteriori par le Tribunal fédéral parce que la Confédération avait indiqué un nombre de couples concernés nettement trop bas. La définition du mariage comme étant l'union d'un homme et d'une femme, fixée dans l'initiative et considérée par de nombreuses personnes comme désuète à l'époque du « mariage pour tous », a toutefois sans doute davantage contribué au « non ».

Une autre « pénalisation du mariage »

est celle qui touche les couples de retraités : alors que les couples de concubins reçoivent tous deux une rente pouvant aller jusqu'à 2'390 francs par mois, les couples de retraités mariés reçoivent ensemble au maximum 150 % de la rente maximale, soit au maximum 3'585 francs par mois. Dans le pire des cas, l'état civil conduit donc à une rente inférieure de 1'195 francs par mois.

Afin de remédier enfin à ces injustices, le Centre lance ces jours-ci deux initiatives populaires, « Oui à des impôts fédéraux équitables aussi pour les couples mariés » ainsi que « Oui à des rentes AVS équitables aussi pour les couples mariés », avec le sous-titre commun « Abolir enfin la discrimination du mariage ». Le PEV soutiendra activement dans cette démarche son partenaire au groupe (Suite à la page 5)

REFLEXIONS



Des couleurs familiales

La famille : qui est-ce, au juste ? Les parents, mariés ou non, et des enfants – oui, bien sûr. Mais en fait, c'est beaucoup plus !

Les grands-parents, petits-enfants, tantes, parains, neveux, cousines, sans oublier les belles-sœurs par alliance et autres demi-frères en font aussi partie.

J'apprécie la diversité des différentes générations de notre famille et la richesse de nos liens m'étonne toujours à nouveau. Nos familles, fondement de la société, sont des tissus hauts en couleurs, faits de brins dont les rôles et échanges varient énormément à travers les années.

La politique fédérale a omis ces dernières années de s'occuper des besoins des familles traditionnelles, considérant que les choix familiaux sont privés. Résultat : les impôts et les rentes AVS des couples mariés sont péjorés par rapport à ceux d'autres modèles familiaux. C'est ce que les initiatives du Centre (qui fait partie de notre "famille politique") présentent dans ce numéro veulent rééquilibrer.

Et puisque nous sommes entre nous, permettez-nous de vous présenter les interviews de responsables du *jpev et d'un membre expatrié du PEV VD, très motivé.

Bienvenue dans la famille !

FRANÇOIS BACHMANN, PENTHÄLAZ (VD)
francois.bachmann@pev-vd.ch

DOSSIER

IL ÉTAIT UNE FOIS... UN PETIT VIRUS

Le SARS-CoV-2 a réussi à déclencher une avalanche de défis médicaux, politiques, économiques et sociétaux qui impactent chacun d'entre nous. Le virus est toujours là, mais osons quand même une rétrospective pour tirer quelques enseignements de cette première pandémie du 21^{ème} siècle.

Le SARS-CoV-2 a réussi à déclencher une avalanche de défis médicaux, politiques, économiques et sociétaux qui impactent chacun d'entre nous. Le virus est toujours là, mais osons quand même une rétrospective pour tirer quelques enseignements de cette première pandémie du 21^{ème} siècle.

Ça avait commencé avec des applaudissements, une fois n'est pas coutume. Fin mars 2020, nous acclamions chaque soir sur nos balcons les urgentistes, les médecins, les infirmières et infirmiers. L'ennemi commun, encore largement inconnu, nous terrifiait et nous unissait en même temps dans cette gratitude, par-dessus frontières et océans. Et aucun effort n'était de trop pour enrayer la propagation du SARS-CoV-2, pour soigner nos malades et pour prévenir de nouvelles infections.

Un réveil brutal et douloureux

Nous avons ensuite découvert le vocabulaire des virologues, les vari-



Des gestes-barrières qu'il a fallu apprendre rapidement et qui continuent à être bien présents dans notre vie de tous les jours.

ants du virus, les technologies de tests et les scénarios de transmission. L'OFSP lança une campagne d'information sur les masques, la désinfection des mains, la « distance sociale » etc. Les chiffres reflétant le nombre de cas d'hospitalisations et bientôt de décès commencèrent à monopoliser notre attention. Sur nos téléphones,

on nous proposa une application de traçage et des certificats d'immunité. Plein d'entreprises durent réduire le temps de travail de leurs employés, les faire travailler à distance ou carrément fermer par effritement de la demande ou à cause de problèmes d'approvisionnement.

L'ennemi commun divise

Et puis, le front commun a commencé à vaciller face à une multitude d'informations contradictoires concernant l'origine de la pandémie, l'efficacité des mesures de protection, le développement des vaccins... Des voisins ont arrêté de se saluer, des familles ont renoncé à fêter ensemble de peur de mettre en danger leur proches vulnérables, des amis proches se sont aliénés.

Les Cantons et la Confédération se sont disputés sur leurs responsabilités respectives et les différences de mesures sanitaires entre cantons. Les réunions de nombre d'églises d'associations et de partis sont devenues plus compliquées, la liberté d'expression a été mise à l'épreuve lors des manifestations publiques, pour culminer dans un vote tendu sur la loi COVID.

Si le terrain politique semble aujourd'hui un peu apaisé, force est de constater que nos mesures

DOSSIER SUITE

n'ont pas suffi pour protéger les personnes les plus vulnérables. Les chiffres consolidés montrent que les 8.8% de décès supplémentaires en 2020 ont surtout touché la population des plus de 70 ans. Les effets sur la santé mentale des adolescents et des enfants ainsi que sur les personnes atteintes de syndromes du « COVID long » ne sont pas encore visibles. Et les avis divergent sur les remèdes, sur le rôle des autorités, sur notre responsabilité individuelle, ce qui laissera aussi des traces à long terme dans nos relations privées et professionnelles. Tout cela fait partie des effets sociétaux de cette crise de la COVID-19 et c'est probablement là que nous pouvons apporter notre contribution en tant que parti politique, en accentuant quelques priorités.

Des leçons politiques à tirer

Tout d'abord, nous avons appris qu'une telle crise n'est pas purement sanitaire, mais qu'elle dépasse toutes les frontières et transforme la société tout entière. Nous devons investir dans la résilience individuelle et collective et mieux inclure les personnes vulnérables dans nos scénarios. Je pense en particulier aux écoles fermées pendant des semaines et à la solitude des aînés confinés en EMS à qui tout contact, même avec leurs proches, était interdit. La crise a démontré que la perspective des coûts balaye hélas les arguments de dignité humaine pour les décisions de santé publique. En tant que parti, notre appel est de mieux



Le masque de protection faciale, moyen purement utilitaire à l'origine, s'est transformé en oeuvre d'art pour rendre la vie un peu plus agréable.

défendre la dignité humaine et de nous tenir aux côtés des personnes vulnérables.

Des effets psychologiques à retenir

Au niveau de nos associations, églises et cercles d'amis, nous avons tous ressenti notre besoin fondamental de nous réunir physiquement. Cette liberté est depuis devenue plus prioritaire pour une bonne partie de la population. Et si le télétravail permet à d'aucuns de passer moins de temps sur nos routes et dans nos trains, cet impact écologique louable est à mettre en balance avec les bienfaits sociaux et psychologiques de créer en équipe, de manger et de fêter ensemble, de se concerter et de s'entraider. Les effets psychologiques de ce bouleversement de la forme de collaboration sont à suivre. Le PEV doit se battre pour des échanges humains, pas uniquement par écran interposé.

Cette pandémie a aussi fait appa-

raître des signes d'espoir. Elle a amélioré la visibilité et l'estime populaire pour les professions des soins, culminant dans l'acceptation de l'initiative sur les soins infirmiers acceptée fin 2021, avec le soutien du PEV.

La recherche sur les vaccins a été ressuscitée avec l'application à large échelle des vaccins mRNA (découverts dans l'indifférence générale vers 1990 par Katalin Karikò, chercheuse hongroise émigrée aux États-Unis). Cela pourrait relancer l'engagement de chercheurs dans nos entreprises en Suisse.

Un sens critique à développer

A un niveau plus individuel, la cacophonie des informations et recommandations nous a démontré l'importance de développer notre sens critique, notre respect et notre bienveillance envers les personnes qui ont un avis différent du nôtre. L'apôtre Paul nous exhorte (cf. 1 Timothée 2,2) à soutenir nos autorités dans la prière; elles ont tout autant besoin de sagesse divine que nous ! Notre passion pour notre prochain et pour notre environnement reste prioritaire. Elle nous permettra d'affronter ensemble les crises planétaires (nourriture, énergie, eau, climat, biodiversité) qui se profilent déjà. Avant d'applaudir les prochains héros... ou d'être applaudis ?



Un geste banal, connu depuis des décennies et trop souvent oublié, revient à l'avant de la scène pour combattre la COVID.

FRANÇOIS BACHMANN
f.bachmann@gmail.com

CONTACT

Bienne

www.pev-bienne.ch
info@pev-bienne.ch
Silas Liechti
079 511 83 69

Fribourg romand

www.evppev-fr.ch/fr/actuel/
David Hausmann
david.hausmann@sunrise.ch
077 206 76 98

Genève

www.pev-ge.ch
info@pev-ge.ch
Margarita Meier
076 273 10 79

Jura

www.pev-ju.ch
info@pev-ju.ch
Philippe Siraut
079 435 80 82

Jura bernois

www.pevjb.ch
info@pevjb.ch
Tom Gerber
toge@bluewin.ch
078 839 45 35

Neuchâtel

www.pev-ne.ch
info@pev-ne.ch
Daniel Pfaff
daniel.pfaff@net2000.ch
079 735 43 07

Valais

www.pev-vs.ch
romandie@evppev.ch
Philippe Siraut
079 435 80 82

Vaud

www.pev-vd.ch
info@pev-vd.ch
François Bachmann
079 668 69 46

ClimatePartner
climatiquement neutre

Impression | ID: 53458-1410-1071

Expatrié au Brésil, mais toujours très motivé par la politique suisse



Xavier Gruffat
Pharmacien vaudois, expatrié au Brésil depuis 15 ans. Fan de médias et de technologies numériques. 43 ans. Coach de favela et fervent observateur de la politique suisse. Un membre atypique.

Biographie express

Xavier Gruffat naît le 11 décembre 1979 à Yverdon-les-Bains. Il grandit et étudie à Montreux et à La Tour-de-Peilz, puis à l'UNIL et à l'EPFZ où il obtient son master en sciences pharmaceutiques en 2004.

A la fin des années 2000, il émigre au Brésil pour développer des médias dans le domaine numérique. C'est aussi dans ce pays qu'il se marie avec Fabia. En Suisse et au Brésil, il crée différents sites internet dans le domaine de la santé et des offres d'emploi pour les métiers de la pharmacie d'officine. Xavier est très intéressé par le monde des médias et également par la politique.

Il s'occupe une fois par semaine d'enfants défavorisés dans une favela de Sao Paulo.

Xavier, quand et pourquoi as-tu choisi de t'impliquer en politique ?

Je pense que j'ai toujours été intéressé par la politique et surtout par les grands thèmes nationaux ou sociétaux. Comme journaliste (autodidacte), je suis forcément beaucoup en contact avec l'actualité. Arrive un moment où on a envie d'y participer et d'influencer certains débats. De plus, comme pharmacien de formation, le système de santé me tient à cœur : comment garantir la qualité mais sans que les primes ne dépassent chaque année l'inflation. On

doit vraiment faire attention à maintenir le pouvoir d'achat des familles suisses.

Et pourquoi ton choix s'est-il porté sur le PEV, plus particulièrement, pour t'engager politiquement ?

Quand j'ai émigré au début des années 2000, le débat était plutôt classique « gauche-droite », mais le monde a beaucoup changé depuis. On a désormais beaucoup de thèmes de société très importants mais aussi économiques à traiter ces prochaines années. Ils sont complexes et parfois sensibles politiquement. Certains veulent clairement mettre à mal notre société judéo-chrétienne. Le PEV a des valeurs claires, je dirais plutôt de centre-gauche sur l'économie, c'est-à-dire qu'il n'oublie pas les plus défavorisés, et plutôt conservatrice sur les valeurs éthiques. Cet équilibre me convient parfaitement.

Quels sont les raisons ou les centres d'intérêt qui font le lien entre ton pays de résidence, le Brésil, et ton pays d'origine, la Suisse ? La distance entre les deux n'est-elle pas un handicap ? Quels sont les défis que tu voudrais relever pour les Suisses de l'étranger ?

Quand on se présente à une élection suisse, on représente en premier lieu les citoyens suisses, c'est logique et ce sont les règles du jeu. Je veux éviter au maximum toute ingérence avec mon actuel pays de résidence. Après, oui, la Suisse ne représente qu'un pour mille de la population mondiale avec beau-



Photo: mise à disposition

Saas Fee, ma passion pour le VTT

coup d'enjeux globaux, bien sûr en premier lieu l'écologie. Il faut rester très modeste, mais le lien avec le Brésil me paraît évident sur les aspects écologiques, avec la protection de l'Amazonie au premier plan. Mais je répète, mon objectif premier est de servir le canton de Vaud et la Suisse. Je crois que la distance n'est pas un problème avec les moyens informatiques actuels. En cas d'élection, je prévois bien sûr de passer de nombreux mois en Suisse, dans le canton de Vaud et bien sûr à Berne.

Pour les Suisses de l'étranger, certains sujets sont très importants : la digitalisation des services comme l'AVS et les retraites en général, l'assurance maladie et le vote électronique. L'aide sociale pour les Suisses de l'étranger en difficulté économique peut aussi être améliorée.

Quelles sont les causes qui te tiennent à cœur de manière générale et, plus particulièrement, en politique ?

Si je fais le lien avec le Brésil et l'Amérique latine en général, on voit de très grandes différences de salaires entre les gens. Par exemple un médecin ou un juge peut gagner 10'000 francs par mois et une vendeuse de supermarché env. 200 francs, le salaire minimum en 2022. On a donc un facteur 50, ce qui est beaucoup trop. En Suisse on doit continuer de privilégier une différence raisonnable entre les personnes qui gagnent le mieux et celles qui sont en bas de l'échelle des salaires. Si on réfléchit bien, la seule mesure qui peut garantir une certaine équité sociale en Suisse est de continuer d'investir de manière importante dans l'éducation et la formation professionnelle.

Quelles sont tes rêves pour le Brésil, pour la Suisse et, plus spécifiquement, pour le Canton de Vaud ?

En politique je ne sais pas si on doit parler de rêve, mais je dirais que mon but est que les personnes habitant dans le canton de Vaud et plus généralement en Suisse continuent d'avoir le maximum d'opportunités. Les grands enjeux énergétiques et de (Suite à la page 5)

INTERVIEW:
PHILIPPE SIRAUT
philippe.siraut@evppev.ch



Enseignement de la programmation à Heliopolis, une favela de Sao Paulo

DEUX INITIATIVES POUR EN FINIR AVEC LA PÉNALISATION DU MARIAGE (SUITE DE LA PAGE 1)

parlementaire. Marianne Streiff et Nik Gugger sont déjà membres des comités d'initiative.

L'initiative sur les rentes AVS

L'initiative sur les rentes AVS est vite expliquée : le plafonnement actuel des rentes de couple à 150 % de la rente maximale doit être supprimé sans être remplacé. C'est tout, mais cela a bien sûr des conséquences importantes, puisque les couples de retraités reçoivent actuellement jusqu'à 1'195 francs de moins par mois pour leur rente, simplement parce qu'ils sont mariés. En conséquence, la mise en œuvre de cette initiative coûtera cher et pèsera lourdement sur les comptes de l'AVS.

Une autre critique porte sur le fait que le plafonnement touche actuellement plutôt les couples mariés

et non ceux qui ont une faible rente AVS. Ces deux arguments peuvent avoir leur raison d'être, mais celui qui, comme le PEV, défend des valeurs de justice, doit logiquement le faire aussi sur cette question. Il n'y a pas de raisons objectives pour que les concubins reçoivent jusqu'à 14'340 francs de plus par an par rapport aux couples mariés. Et du point de vue du PEV, il ne doit surtout pas y avoir d'incitation à divorcer avant la retraite, uniquement pour profiter de cette rente plus élevée à la retraite.

L'imposition individuelle doit être refusée !

Le contenu de la deuxième initiative est un peu plus complexe, mais celle-ci laisse en grande partie au législateur le soin de mettre en œuvre la suppression de la pénalisation du mariage. Ce n'est que dans les dispositions transitoires qu'elle règle ce qui devrait se passer si le Parlement ne parvenait pas à trouver une solution.

L'initiative stipule que les couples mariés doivent continuer à être imposés conjointement et constitue ainsi un refus clair de l'imposition individuelle, qui vise à faire de la communauté conjugale des personnes individuelles ayant chacune leur propre déclaration d'impôt. Dans la mesure où les couples mariés sont imposés en commun, l'initiative ne précise pas comment la pénalisation du mariage doit être supprimée. Mais si le Parlement ne parvient pas à se mettre d'accord, une « méthode de calcul alternative » doit garantir que personne ne soit désavantagé en raison du mariage.



Il faut garantir que personne ne soit désavantagé en raison du mariage.

La discrimination doit être supprimée !

Avec cette méthode de calcul alternative, les couples mariés remplissent leur déclaration d'impôt comme aujourd'hui et sont taxés par l'administration fiscale. Des processus automatisés vérifient ensuite, dans un calcul fictif, quel serait le montant de l'impôt dû par le couple s'il n'était pas marié (et donc concerné par la pénalisation du mariage). Si le calcul fictif donne un montant d'impôt inférieur, celui-ci est facturé, sinon c'est le montant d'impôt selon le droit en vigueur qui s'applique. Cette astuce simple garantit que :

- la discrimination des couples mariés est éliminée.
- il est financièrement intéressant de reprendre une activité professionnelle ou d'augmenter à nouveau son taux d'occupation après une pause bébé, par exemple.
- on n'est pas pénalisé par des impôts plus élevés si l'un des conjoints se consacre entièrement à la garde des enfants (ce qui serait le cas avec

l'imposition individuelle).

- les autorités fiscales ne sont pas submergées par des millions de déclarations d'impôts supplémentaires comme ce serait le cas avec l'imposition individuelle.

La pénalisation du mariage doit disparaître !

Pour le PEV, il est clair que la pénalisation du mariage doit enfin être supprimée, tant au niveau des impôts que des rentes AVS. Dès que les initiatives auront été lancées, vous trouverez de plus amples informations ainsi que des feuilles de récolte de signatures sous www.evppev.ch/penalisation-du-mariage.

IMPRESSUM

Accents : bulletin d'information du Parti Évangélique Suisse (PEV) 18ème année, numéro 2, 2022 Paraît deux fois par an.

Editeur : Parti Évangélique Suisse (PEV)
Case postale, Nâgelgasse 9, 3001 Berne,
tél. 031 351 71 71 info@evppev.ch
www.evppev.ch
IBAN CH72 0900 0000 8003 8232 2

Rédaction, gestion des adresses et des abonnements :
Parti Évangélique Suisse (PEV) :
Philippe Siraut, philippe.siraut@evppev.ch

13 et 20 novembre 2022

Nous voulons nous tenir aux côtés des chrétiens persécutés.

SOYONS SOLIDAIRES!

DIMANCHE DE L'EGLISE PERSECUTEE

www.persecution.ch

Réseau évangélique suisse

UNE VICTOIRE D'ÉTAPE

Une nouvelle victoire d'étape dans la lutte pour une meilleure protection des enfants et des jeunes contre la pornographie sur Internet : après l'acceptation, en mai, par le Conseil national de la motion de Nik Gugger, la commission du Conseil des États recommande également et sans opposition au Conseil, d'adopter sa motion #banporn4kids#. Celle-ci charge le Conseil fédéral d'adapter les lois de manière à ce que les fournisseurs de contenu concernés soient tenus de mettre en place des mesures techniques de protection, comme par

exemple une identification efficace de l'âge, à défaut de quoi ils pourraient être bloqués. La commission partage l'avis de Nik Gugger selon qui la protection des moins de 16 ans sur Internet contre les contenus pornographiques doit être renforcée. Les messages d'avertissement habituels des fournisseurs sur les plates-formes concernées ne suffisent pas aux yeux de la majorité de la commission. Elle souhaite que des solutions techniques allant plus loin, éventuellement jusqu'au blocage des fournisseurs de contenu, soient examinées.

LA LUTTE CONTINUE

Le Conseil national ne veut pas rendre punissable le fait d'acheter, en Suisse, les services de personnes pour du sexe. Il a rejeté une motion en ce sens de Marianne Streiff visant à introduire le modèle nordique. La motion « Les êtres humains ne sont pas des marchandises. » demandait que les personnes ne puissent, à l'avenir, plus être rémunérées pour des prestations sexuelles. Elle demandait en outre d'offrir des portes de sortie de la prostitution garantissant l'existence des prostitué.e.s ainsi que des mesures efficaces d'informa-

tion, de prévention et de formation en Suisse et dans les pays d'origine des prostitué.e.s. Pour le PEV, il est clair que la lutte contre l'exploitation sexuelle doit se poursuivre. Il continuera à faire des interventions concrètes au niveau politique pour mettre fin à ces situations d'exploitation ainsi que pour initier et faire avancer le changement de mentalité qui s'impose depuis longtemps dans notre société. Un changement vers une société dans laquelle aucun sexe ne peut acheter l'autre ni, le traiter comme une marchandise et l'exploiter.



Photo: pixabay.com

Des solutions techniques doivent être examinées afin de mieux protéger les enfants et les adolescents de moins de 16 ans contre la pornographie.

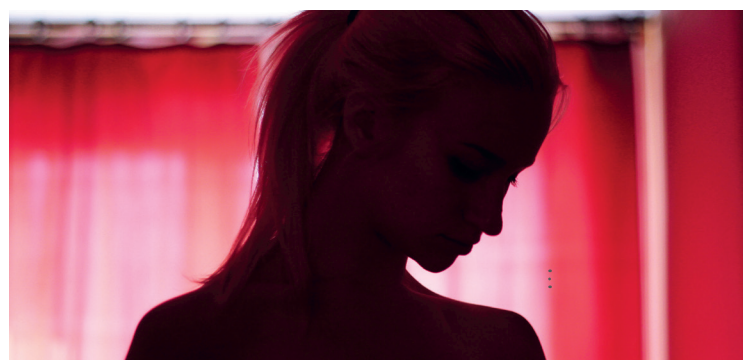
UN SUCCÈS FÉMININ

Après le Conseil national l'année dernière, le Conseil des États a également adopté la motion de Marianne Streiff visant à rendre visible l'histoire des femmes en Suisse. La nécessité évidente d'agir est incontestable pour les deux Chambres. Le Conseil des États propose toutefois une autre voie dans le texte modifié de la motion : le Conseil fédéral doit prévoir, dans son prochain message sur la culture, un concept de mise en place d'un réseau d'institutions travaillant dans ce sens ainsi que son financement. Ce

réseau doit permettre de conserver, de mettre en valeur et de transmettre aux générations futures l'histoire sociale et culturelle de l'égalité entre hommes et femmes. La motion initiale prévoyait un concept de maison de l'histoire des femmes. Toutefois, la nouvelle proposition donne une large assise à la demande initiale de la motion. Elle permet de regrouper les compétences existantes et de promouvoir durablement la coopération entre les institutions existantes dans toutes les régions du pays.



Rendre visible l'histoire des femmes en Suisse



Il faut un changement de conscience vers une société dans laquelle aucun sexe ne peut acheter et ni exploiter l'autre.

SUISSE À PART ENTIÈRE

Les trois langues des signes en Suisse sont bien plus qu'un simple outil permettant aux sourds de surmonter un handicap : elles sont, pour la communauté mal entendante, la caractéristique unique qui fonde son identité et sa culture. Les sourds ont donc une minorité linguistique et culturelle qui fait partie intégrante de notre Suisse. Malgré cela, la Suisse est l'un des rares pays d'Europe à ne pas avoir reconnu juridiquement la langue des signes. Le Conseil national a

clairement adopté une motion qui veut maintenant changer cela au moyen d'une loi spécifique sur la langue des signes. Celle-ci demande également des mesures pour assurer une meilleure égalité au quotidien. Elle va maintenant être soumise au Conseil des États.



Minorité linguistique et culturelle qui fait partie intégrante de la Suisse.

Migros reste fidèle à sa responsabilité sociale

Ce été, les coopératrices et coopérateurs de Migros ont pris leur décision. Dans les dix coopératives régionales, leurs magasins resteront sans alcool. La bière, le vin et les spiritueux continueront à ne pas être vendus.

Dans les dix coopératives régionales de Migros, la vente d'alcool restera interdite à l'avenir. C'est ce qui a été décidé lors d'une votation générale. Migros reste ainsi une enseigne commerciale sans alcool qui apporte une aide précieuse aux personnes fragiles et aux alcooliques. Le détaillant continue de la sorte à apporter une contribution importante à la protection de la jeunesse.

Les coopératrices et coopérateurs de Migros ont pris leur décision. Dans les dix coopératives régionales, leurs magasins resteront sans alcool. La bière, le vin et les spiritueux continueront à ne pas être vendus.

Migros reste ainsi la seule enseigne commerciale sans alcool pour les personnes vulnérables ou alcooliques. C'est un soutien important, pour les personnes concernées, dans leur lutte quotidienne contre la dépendance à l'alcool car, au moins ainsi, la tentation disparaît lorsqu'ils font leurs courses dans ce magasin.

Responsabilité sociale contre profit

Le PEV Suisse a remercié les coopératrices et coopérateurs de Migros de ce que le grand distributeur continue à assumer cette importante responsabilité sociale dans notre pays. « Je remercie les coopératrices et coopérateurs de Migros d'avoir placé la responsabilité sociale au-dessus de la maximisation du profit. », dit la présidente du parti et Conseillère nationale Lilian Studer, au nom du PEV Suisse.

Renforce la protection de la jeunesse

La décision des coopératrices et coopérateurs de s'en tenir au principe « pas d'alcool, pas de tabac, mais un engagement pour la culture et le sport » renforce également la protection de la jeunesse. En effet, Migros fait partie du quotidien de nombreux jeunes. Un OUI à la vente d'alcool aurait contribué à normaliser et à banaliser la consommation d'alcool et donc à affaiblir la protection de la jeunesse.



Photo: Migros

Migros : un exemple d'entrepreneuriat social

Entrepreneuriat social et éthique
Migros reste aussi un modèle d'entreprise qui pense et agit de manière éthique, renforce sa réputation et maintient ce précieux critère de différenciation. « Je suis heureux que Migros, par cette décision de ses coopératrices et de ses coopérateurs, continue à jouer un rôle précieux de pionnier et de modèle pour un entrepreneuriat social et éthique. », salue le Con-

seiller national PEV et entrepreneur social Nik Gugger. Migros conserve une part importante de son ADN éthique. Elle conserve en outre une caractéristique de positionnement commercial unique et importante, et renforce sa réputation de grand distributeur agissant de manière socialement responsable.

25E ANNIVERSAIRE DU PEV FRIBOURG

UNE POLITIQUE DU RESPECT

Lors de son assemblée générale de cette année à Chiètres, le PEV Fribourg a fêté les 25 ans d'existence du parti cantonal.

Lors de la célébration de ce jubilé, des co-fondateurs du PEV Fribourg ont, lors d'une table ronde, donné un aperçu des origines de cette fondation. Doris Libsig, première présidente cantonale, a déclaré : « Ma vie aurait été beaucoup plus morose si je n'avais pas adhéré au PEV. » L'ancien député bernois Ruedi Löffel a été le moteur de la fondation du parti en terre fribourgeoise. Le professeur émérite Martin Hauser a accompagné la création du parti cantonal. Il a souligné à l'AG 2022 le défi que représente la recherche, au sein du PEV, du lien en-

tre le royaume de Dieu et la politique terrestre. Le PEV fribourgeois, alors tout jeune, s'est adressé à deux reprises avec succès au Tribunal fédéral : en 1998 pour demander une contribution aux frais de campagne électorale des petits partis et en 2001 avec un recours de droit public contre la loi sur l'exercice des droits politiques. Michael Rüfenacht, président cantonal de 1998 à 2004, a résumé ainsi l'engagement du PEV : « Le PEV s'engage pour une politique de respect. »



Photo: mise à disposition

De gauche à droite : Michael Rüfenacht, Simon Grebasch (président), Martin Hauser, Ruedi Löffel et Doris Libsig font une rétrospective des 25 ans du PEV Fribourg.

« De temps en temps, nous nous permettons de mettre une épine dans le pied du parti-mère. »

Pépinière de la relève du parti-mère, bâtisseur de ponts entre les partis-jeunes, actif dans la recherche de solutions pour les thèmes centraux du climat et de la prévoyance vieillesse : le *jpev. La secrétaire générale sortante et la nouvelle secrétaire générale, resp. Rebecca Renfer et Anja Eschbach, ainsi que le coprésident Dominic Täubert, nous parlent des défis et des thèmes qui leur tiennent à cœur ainsi que de l'épine qu'il leur arrive de mettre dans le pied du parti-mère.

Photo: Dirk Meisel



La nouvelle secrétaire générale du *jpev, Anja Eschbach (g.), avec le co-président, Dominic Täubert et la secrétaire générale sortante, Rebecca Renfer (d.)

Anja, quels sont les thèmes les plus importants et les plus grands défis qui t'attendent en tant que dirigeante opérationnelle du *jpev ?

Je vois toutes les structures et les moyens performants dont nous disposons. Mais en tant que parti de jeunes, nous sommes également confrontés à un défi : sa progression dépend fortement de la motivation et de l'engagement de tout un chacun. Le défi consiste à savoir comment motiver les gens, comment leur faire partager notre vision de telle sorte qu'ils voient que cela vaut la peine de s'engager pour elle.

Rebecca, Dominic, quels sont, selon vous, les grands chantiers politiques pour les deux ou trois prochaines années ?

Dominic : L'année prochaine, ce seront certainement les élections au Conseil national. En tant que *jpev, nous voulons à nouveau soutenir la liste principale dans le plus grand nombre possible de cantons avec notre propre liste. C'est un gros effort pour

un petit parti de jeunes. Mais c'est toujours une expérience très passionnante pour les membres qui y participent. C'est aussi toujours une occasion d'enthousiasmer certaines personnes pour la politique ou pour le travail dans un parti.

Rebecca : Sur le fond, ce sont des thèmes comme les questions féminines, la réforme de la prévoyance vieillesse et le climat qui nous occuperont particulièrement. Ce sont des thèmes qui nous tiennent à cœur, sur lesquels nous voulons aller de l'avant et pour lesquels nous voulons faire partie de la

Anja Eschbach, 25 ans
Nouvelle secrétaire générale du *jpev, elle habite à Berne.
Rebecca Renfer, 28 ans
Elle a été pendant près de trois ans la secrétaire générale du *jpev Suisse.
Dominic Täubert, 24 ans
Il est co-président du *jpev Suisse.

solution. Nous nous positionnons en conséquence et fonctionnons en première ligne.

Quelles sont les priorités politiques du *jpev ?

Dominic : La politique climatique préoccupe beaucoup d'entre nous. Pour nous, il est clair qu'en tant que jeune génération, c'est un énorme problème que nous devons aborder, dans lequel la Suisse a aussi une responsabilité et auquel nous devons trouver des solutions rapidement. Sur le plan politique, il s'agit d'une situation difficile après le « non » à la loi sur le CO₂. Nous voulons contribuer à donner une voix aux jeunes dans le processus d'élaboration d'une nouvelle loi.

L'obligation de servir le pays nous occupera également beaucoup. Nous récoltons des signatures pour l'initiative pour un Service Citoyen, qui est notre vision d'une forme moderne de service de milice renforcé en Suisse. Ensuite, la prévoyance vieillesse, pour laquelle nous voulons nous impliquer dans le débat parlementaire par le biais des consultations, en favorisant des processus de réforme plus poussés. Et enfin, il y a la politique européenne. Dans ce domaine, nous voulons nous impliquer davantage dans ce débat bloqué, en faisant savoir comment nous envisageons la collaboration avec l'Europe et quelles solutions nous voyons.



**Fin de la récolte
26 novembre 2022**
paquetsdenoel.ch

Paquets de Noël,
Bodengasse 14, 3076 Worb
IBAN CH74 0900 0000 3022 2249 0

Action paquets de Noël

Offrez des cadeaux aux démunis en Europe de l'Est.
Confectionnez un paquet et déposez-le dans un des 500 lieux de collecte, liste sur paquetsdenoel.ch

Participez!



ACP
acp-ch.org

Mission chrétienne
pour les pays de l'Est
ostmission.ch

AEM
hmk-aem.ch

licht im Osten
lio.ch

Annonce